



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERAL
A/C.5/36/60
24 novembre 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
CINQUIEME COMMISSION
Points 100 et 28 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1982-1983

TROISIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Incidences administratives et financières du projet de résolution
publié sous la cote A/36/L.18

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du
règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. Aux termes du projet de résolution publié sous la cote A/36/L.18, l'Assemblée générale, entre autres dispositions :

a) Approuverait la convocation de la onzième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, dernière session consacrée à la prise de décisions, à New York, pour une période allant du 8 mars au 30 avril 1982;

b) Autoriserait la Conférence, agissant en consultation avec le Secrétaire général, à prolonger ses travaux au-delà du 30 avril 1982, exclusivement afin d'achever sa tâche, au cas où la phase officielle d'adoption de la Convention, du texte du projet de résolution sur la création de la Commission préparatoire, de l'Acte final et d'autres décisions pertinentes serait entamée et qu'il faille plus de temps pour mener à bien le processus de prise de décisions;

c) Approuverait également la convocation du Comité de rédaction de la Conférence à New York, du 18 janvier au 26 février 1982;

d) Recommanderait que le Secrétaire général assure aux délégations participant à la Conférence, en particulier aux membres du Groupe des 77, les facilités nécessaires pour des consultations officieuses;

e) Prierait le Secrétaire général de consulter le Gouvernement vénézuélien en vue de prendre les dispositions voulues pour la signature de l'Acte final et l'ouverture de la Convention à la signature à Caracas au début de septembre 1982.

Onzième session de la Conférence

2. Comme on l'a exposé en détail dans l'annexe I du présent état, le coût des services de conférence nécessaires pour les réunions envisagées aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 ci-dessus est estimé à 4 601 100 dollars, qui se répartissent comme suit :

	<u>Dollars</u>
Onzième session de la Conférence (8 mars - 30 avril 1982, New York)	3 781 000
Comité de rédaction de la Conférence (18 janvier - 26 février 1982, New York)	757 800
Consultations officieuses (3-5 mars 1982, New York)	<u>62 300</u>
Total	<u>4 601 100</u>

3. Afin que les réunions envisagées puissent se tenir, il est proposé de modifier le lieu de réunion de certains organes figurant déjà dans le projet de calendrier des conférences et réunions au Siège pour 1982 approuvé par le Comité des conférences. On propose donc que les organes ci-après se réunissent à Genève et non pas à New York :

- a) Quinzième session de la Commission de la fonction publique internationale (1-19 mars 1982);
- b) Sixième réunion d'experts chargés d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies (10-19 mars 1982);
- c) Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1-19 mars 1982).

4. Comme le traitement de la documentation à établir avant et après la session des trois organes susmentionnés se fera au Siège, les incidences financières (c'est-à-dire les différences de coûts) de ce changement de lieu se limiteraient aux ressources à prévoir au titre des services à assurer pour les réunions, de la documentation de session, ainsi que des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance du personnel des services organiques du Secrétariat qui serait envoyé à Genève. Les crédits nécessaires au titre des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance du personnel en question sont examinés au paragraphe 9 ci-après. En ce qui concerne les crédits à prévoir pour assurer le secrétariat des réunions et établir la documentation de session à Genève, on estime qu'ils se chiffrent à 640 600 dollars au total, comme il est exposé en détail à l'annexe II du présent état.

5. Dans la mesure où les dépenses à prévoir pour les services de conférence, qui sont indiquées au paragraphe 2 ci-dessus, ont été calculées sur la base du coût intégral, il n'est pas demandé de crédits supplémentaires au stade actuel toutefois, la question sera examinée dans le cadre de l'état récapitulatif du coût des services de conférence qui sera soumis à la fin de la trente-sixième session et dans lequel le montant net des ressources supplémentaires à demander pour les services de conférence sera déterminé sur la base du calendrier des conférences de 1982 qui aura été définitivement approuvé.

6. Bien qu'aucun crédit ne soit demandé pour l'instant pour les services de conférence, comme il est indiqué au paragraphe 5 ci-dessus, il faudra ouvrir un crédit de 220 300 dollars (montant se répartissant comme indiqué dans le tableau qui suit) pour couvrir les dépenses liées à la tenue de la onzième session de la Conférence, y compris les dépenses résultant du changement du lieu de réunion d'autres organes, comme il est exposé aux paragraphes 4 et 9 :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
i) <u>Chapitre 2 C - Secrétariat de la Conférence</u>		
Personnel temporaire (7 administrateurs auxiliaires - 77 semaines de travail au total)	60 400	
Personnel temporaire (9 secrétaires - 99 semaines de travail au total)	27 000	
Heures supplémentaires	5 500	
Frais généraux de fonctionnement		
Location de machines à photocopier	3 900	
Aménagement du dispositif de vote électronique	3 300	
Communications	2 200	
Dépenses de représentation (D 1 et au-dessous)	6 000	
Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants des mouvements de libération (résolution 3280 (XXIX) de l'Assemblée générale)	<u>28 500</u>	136 800
ii) <u>Chapitre 27 - Département de l'information</u>		
Personnel temporaire (2 attachés de presse (P-3), 1 dactylographe (services généraux), 1 directeur de caméra de télévision (P-3), 1 assistant de production (services généraux) et 4 techniciens recrutés à l'extérieur, à raison de 8 semaines chacun)		55 200

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
iii) <u>Incidences financières du changement de lieu de réunion des organes susmentionnés</u>		
Chapitre 28 L -- Quinzième session de la Commission de la fonction publique internationale (6 administrateurs et 2 agents des services généraux)	25 800	
Chapitre 7 - Sixième réunion d'experts chargés d'examiner le Programme d'administration et de finances de l'Organisation des Nations Unies (5 administrateurs)	12 500	
Chapitre 23 -- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (3 administrateurs et 2 agents des services généraux)	<u>(10 000)</u>	<u>28 300</u>
Total		<u>220 300</u>

7. Pour déterminer les besoins en personnel temporaire du secrétariat de la Conférence, on a tenu compte du surcroît de travail prévu en 1982 par rapport à 1981.

8. Les autres prévisions de dépenses pour le secrétariat de la Conférence et le Département de l'information ont été établies sur la même base que pour les sessions précédentes.

9. On a indiqué à l'alinéa iii) du paragraphe 6 ainsi qu'au paragraphe 4 les montants à prévoir au titre des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance du personnel des services organiques qui sera envoyé à Genève. Les prévisions de dépenses pour le chapitre 23 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 seront réduites d'un montant de 10 000 dollars puisqu'il n'y aura pas lieu d'envoyer à Genève des fonctionnaires des services organiques de New York si le nouveau lieu de réunion proposé pour la vingt-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale est approuvé par l'Assemblée générale.

Session finale de la Conférence

10. En vertu du paragraphe 5 du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de consulter le Gouvernement vénézuélien en vue de prendre les dispositions voulues pour la signature de l'Acte final et l'ouverture de la Convention à la signature à Caracas au début de septembre 1982.

/...

11. Faute de renseignements suffisants sur l'organisation de cette session finale, il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer les services de conférence nécessaires ou les autres besoins. S'il est décidé que la session finale se tiendra en 1982, le Secrétaire général a l'intention, conformément aux dispositions de la résolution devant être adoptée sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1982-1983, de demander l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour contracter des engagements au titre des dépenses imputables sur le budget ordinaire de l'ONU qui ne seraient pas prévues dans les dépenses supplémentaires que le Gouvernement vénézuélien doit prendre à sa charge selon les dispositions du paragraphe 5 de la section I de la résolution 31/140 de l'Assemblée générale.

Secrétariat de la Conférence

12. En 1982, le service de la Conférence continuerait d'être assuré par le Secrétariat, en particulier par le Bureau du représentant spécial du Secrétaire général. On rappellera à cet égard que les crédits pour ce bureau sont ouverts année par année. Le Secrétaire général demande donc l'ouverture d'un crédit de 1 579 100 dollars pour le maintien des services de secrétariat de la Conférence, ce montant se répartissant comme suit :

	<u>Dollars</u>
Postes temporaires (y compris les dépenses communes de personnel) pour 1 secrétaire général adjoint, 1 D-2, 3 D-1, 4 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 4 P-2/1, 3 G-5 et 9 autres agents des services généraux	1 292 400
Consultants	80 000
Heures supplémentaires	6 000
Frais de voyage	50 000
Imprimerie	<u>150 700</u>
Total	<u><u>1 579 100</u></u>

13. A propos des demandes de postes temporaires, on prévoit qu'il faudra renforcer les trois domaines d'activité ci-après au sein du secrétariat de la Conférence :

a) La collecte d'informations sur les législations nationales ayant trait à l'exercice par les Etats côtiers de leur souveraineté, droits souverains ou juridiction dans leur mer territoriale, leur zone économique exclusive et leur plateau continental;

/...

b) La collecte d'informations concernant les programmes mondiaux, régionaux, sous régionaux ou nationaux existants de coopération technique dans des domaines comme l'exploitation des ressources biologiques et non biologiques, la recherche scientifique marine, la surveillance de zones maritimes étendues, la protection du milieu marin, le droit d'accès des Etats sans littoral à la mer et depuis la mer et la navigation dans les détroits ou dans les eaux archipélagiques;

c) La collecte d'informations sur les fonctions futures de la Commission préparatoire, en coopération avec le Service de l'économie et de la technologie des océans.

En conséquence, on propose de reclasser un poste P-3 à P-4, un poste P-4 à P-5 et un poste P-5 à D-1 afin de permettre au représentant spécial de déléguer des attributions plus larges, en particulier dans les domaines faisant l'objet de l'alinéa b) ci-dessus, aux fonctionnaires dont l'expérience et les compétences justifient qu'on leur confie des responsabilités accrues.

14. Les crédits demandés au titre des consultants (80 000 dollars) permettraient au Secrétaire général de faire appel à des experts pour la rédaction définitive de la Convention et l'établissement d'études sur a) les fonctions futures du Secrétaire général en vertu du projet de Convention et les besoins des pays, en particulier des pays en développement, en informations, conseils et assistance dans le cadre du nouveau régime juridique; et b) les incidences éventuelles de la Convention sur l'économie des pays en développement qui sont producteurs et exportateurs des minéraux devant être extraits de la zone, en particulier au regard de la formule figurant à l'article 151 du projet de Convention.

15. Les crédits demandés au titre des frais de voyage (50 000 dollars) ont trait aux consultations qui doivent avoir lieu avec les institutions spécialisées, les commissions régionales et d'autres organismes des Nations Unies au sujet des études que le secrétariat doit entreprendre et des conséquences qu'entraînerait pour l'ensemble du système des Nations Unies l'adoption du projet de Convention.

16. Le montant estimatif de 150 700 dollars demandé au titre des dépenses d'imprimerie se rapporte aux éléments suivants : documents officiels de la dixième session (66 000 dollars), texte multilingue du projet de Convention (29 700 dollars) et texte de la Convention dans les six langues (55 000 dollars).

Activités d'information

17. Pour donner la plus large publicité possible aux réalisations de la Conférence, des publications telles que la Chronique de l'Organisation des Nations Unies traiteront de diverses activités liées à la Conférence et des articles seront fournis à des périodiques. Les questions concernant la Conférence seront traitées dans la série télévisée "World Chronicle" ainsi que dans les programmes radio-phoniques hebdomadaires d'un quart d'heure. La carte scolaire polychrome qui est centrée chaque année sur un thème exceptionnel sera consacrée en 1982 à la Conférence. Ces activités seront entreprises par le Département de l'information dans le cadre de son programme ordinaire.

/...

18. En ce qui concerne les résultats obtenus par la Conférence, le Département préparera une pochette de presse qui comprendra

a) Une affiche murale permettant de saisir d'un coup d'oeil les aspects multidimensionnels de la Convention;

b) Des fiches récapitulatives pour expliquer brièvement les questions en jeu dans la Convention;

c) Une plaquette illustrant l'évolution de la Conférence et son point culminant : l'adoption de la Convention;

d) Des documents d'information visant à fournir un tableau d'ensemble de la Conférence et de la Convention.

19. La pochette de presse sera reproduite à 10 000 exemplaires et la plaquette, qui doit bénéficier d'une plus large diffusion, à 220 000 exemplaires. Le coût total de la pochette est estimé à 121 100 dollars, se répartissant comme suit : supports, 4 500 dollars; affiches murales, 11 000 dollars; fiches récapitulatives, 17 600 dollars; plaquettes, 88 000 dollars.

20. Six mois de travail au titre du personnel temporaire (classe P-3) sont nécessaires pour la préparation et la présentation des informations destinées à la pochette, en particulier pour la rédaction de la plaquette. Le coût en est estimé à 20 300 dollars.

21. Un film documentaire sera tourné pour exposer les principaux points sur lesquels la Conférence sera parvenue à un accord. Ce film sera réalisé dans le cadre du programme ordinaire du Département de l'information, qui s'efforcera dans toute la mesure du possible d'en couvrir le coût au moyen des crédits déjà ouverts.

22. Il est en outre proposé d'organiser pendant deux jours une réunion d'information destinée aux journalistes, immédiatement avant la dernière session de la Conférence, afin de favoriser une meilleure compréhension des questions en jeu. Cette réunion permettrait de rassembler 50 personnes -- parlementaires, animateurs et journalistes. Son coût est estimé à 81 300 dollars, se répartissant comme suit : frais de voyage des participants, 73 800 dollars; services contractuels, 3 100 dollars; services divers, 4 400 dollars.

23. Le coût total des dépenses d'information pour la dernière phase des travaux de la Conférence est estimé à 222 700 dollars. Aucun crédit n'est demandé à l'heure actuelle au titre de la réunion d'information (81 300 dollars), en attendant que soit fixée la date de la dernière session de la Conférence. Si celle-ci devait avoir lieu en 1982, le Secrétaire général demanderait l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément aux dispositions de la résolution de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1982-1983, pour contracter des engagements au titre de la réunion d'information décrite ci-dessus. S'agissant de la pochette de presse et du personnel temporaire nécessaire à ce titre, le Secrétaire général demande l'ouverture d'un crédit de 144 400 dollars au chapitre 27.

Récapitulation

24. Pour résumer, l'ouverture d'un crédit additionnel de 1 940 800 dollars est demandée à l'heure actuelle au titre des dépenses susmentionnées, ce montant se répartissant comme suit :

	<u>Dollars</u>
Onzième session de la Conférence	
Chapitre 2 C	136 800
Chapitre 27	55 200
Chapitre 28 L	25 800
Chapitre 7	12 500
Chapitre 23	<u>(10 000)</u>
	220 300
Session finale de la Conférence	- <u>a/</u>
Secrétariat de la Conférence	
Chapitre 2 C	1 579 100
Activités d'information	
Chapitre 27	141 400 <u>b/</u>
Contributions du personnel	
Chapitre 31	383 900
Contributions du personnel	
Chapitre premier des recettes	<u>(383 900)</u>
Total	<u>1 940 800</u>

a/ Voir plus haut, par. 11.

b/ Voir plus haut, par. 23.

/...

Annexe I

COUT ESTIMATIF DES SERVICES DE CONFERENCE POUR LA TROISIEME CONFERENCE DES
 NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

A. Onzième session (8 mars-30 avril 1982, New York)

Hypothèses :

1. Services d'interprétation et de documentation, y compris l'établissement de comptes rendus analytiques, à assurer en six langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe).
2. Huit séances par jour, avec interprétation, pendant les trois premières semaines et trois séances par jour (y compris une séance de nuit), avec interprétation, pendant les cinq autres semaines.
3. Etablissement de comptes rendus analytiques pour deux séances par jour pendant les trois premières semaines et trois séances par jour pendant les cinq autres semaines.

	<u>Volume total de travail</u>	<u>Coût unitaire</u> (Dollars)	<u>Coût</u>	
			(Dollars)	(Dollars)
<u>Avant la session</u>				
(40 000 mots, A, Ar, C, E, F, R)				
Traduction	170 jours	302 par jour	51 300	
Révision	57 jours	315 par jour	18 000	
Dactylographie	187 jours	170 par jour	31 800	
Reproduction	670 000 pages tirées	0,010 par page tirée	6 700	
Distribution	6 700 documents	0,050 par document	<u>300</u>	108 100
<u>Service des séances</u>				
Interprétation (A, Ar, C, E, F, R)	2 730 jours	375 par jour	1 023 800	
Personnel d'appui :				
Préposés aux salles de conférence	560 jours	39 par jour	21 800	
Commis à la distribution des documents	168 jours	39 par jour	<u>6 600</u>	1 052 200
<u>Pendant la session</u>				
(320 000 mots, A, Ar, C, E, F, R)				
Traduction	1 358 jours	302 par jour	410 100	
Révision	453 jours	315 par jour	142 700	
Dactylographie	1 494 jours	170 par jour	254 000	
Reproduction	4 480 000 pages tirées	0,010 par page tirée	44 800	
Distribution	44 800 documents	0,050 par document	2 200	
Autre personnel d'appui :				
Opérateurs du matériel de photocopie	448 jours	39 par jour	17 500	
Commis au contrôle des documents	56 jours	39 par jour	2 200	
Commis	448 jours	39 par jour	<u>17 500</u>	891 000

/...

	<u>Volume total de travail</u>	<u>Coût unitaire</u> (Dollars)	<u>Coût</u> (Dollars) (Dollars)	
<u>Après la session</u>				
(120 000 mots, A, Ar, C, E, F, R)				
Traduction	510 jours	302 par jour	154 000	
Révision	170 jours	315 par jour	53 600	
Dactylographie	561 jours	170 par jour	95 400	
Reproduction	2 010 000 pages tirées	0,010 par page tirée	20 100	
Distribution	20 100 documents	0,050 par document	<u>1 000</u>	324 100
<u>Comptes rendus analytiques</u>				
(105 séances, A, Ar, C, E, F, R)				
Etablissement des comptes rendus	441 jours	302 par jour	133 200	
Traduction	1 470 jours	302 par jour	443 900	
Révision	441 jours	315 par jour	138 900	
Dactylographie	2 646 jours	170 par jour	449 800	
Reproduction	7 644 000 pages tirées	0,010 par page tirée	76 400	
Distribution	588 000 documents	0,050 par document	<u>29 400</u>	1 271 600
<u>Services à fournir par le Bureau des services généraux</u>				
Contrôle du son			45 900	
Sécurité, plantons et services d'information			67 200	
Frais généraux de fonctionnement			<u>20 900</u>	<u>134 000</u>
		Total général		<u><u>3 781 000</u></u>

B. Comité de rédaction (18 janvier-26 février 1982, New York)

Hypothèses :

1. Services d'interprétation et documentation de session en six langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe).

2. Deux séances par jour avec interprétation.

Service des séances

Interprétation (A, Ar, C, E, F, R)	840 jours	375 par jour	315 000	
Personnel d'appui :				
Préposés aux salles de conférence	252 jours	39 par jour	9 800	
Commis à la distribution des documents	252 jours	39 par jour	<u>9 800</u>	334 600

Pendant la session

(120 000 mots, A, Ar, C, E, F, R)				
Traduction	510 jours	302 par jour	154 000	
Révision	170 jours	315 par jour	53 600	
Dactylographie	561 jours	170 par jour	95 400	
Reproduction	1 680 000 pages tirées	0,010 par page tirée	16 800	
Distribution	16 800 documents	0,050 par document	<u>800</u>	320 600

Services à fournir par le Bureau des
services généraux

Contrôle du son			70 200	
Frais généraux de fonctionnement			<u>32 400</u>	<u>102 600</u>
		Total général		<u><u>757 800</u></u>

C. Consultations officielles (3-5 mars 1982, New York)

	<u>Volume total de travail</u>	<u>Coût unitaire</u> (Dollars)	<u>Coût</u> (Dollars)	
Hypothèses :				
1. Interprétation en quatre langues (anglais, arabe, espagnol et français). Documentation à établir en cinq langues (anglais, arabe, espagnol, français et russe).				
2. Quatre réunions par jour, avec interprétation.				
<u>Service des séances</u>				
Interprétation (A, Ar, E, F)	110 jours	375 par jour	41 300	
Personnel d'appui :				
Préposés aux salles de conférence	17 jours	39 par jour	700	
Commis à la distribution des documents	9 jours	39 par jour	<u>400</u>	42 400
<u>Pendant la session</u> (4 000 mots, A, Ar, E, F, R)				
Traduction	14 jours	302 par jour	4 200	
Révision	5 jours	315 par jour	1 600	
Dactylographie	16 jours	170 par jour	2 700	
Reproduction	50 000 pages tirées	0,010 par page tirée	500	
Distribution	5 000 documents	0,050 par document	<u>300</u>	9 300
<u>Services à fournir par le Bureau des services généraux</u>				
Contrôle du son			3 200	
Sécurité, plantons et services d'information			5 800	
Frais généraux de fonctionnement			<u>1 600</u>	<u>10 600</u>
		Total général		<u><u>62 300</u></u>

Annexe II

MONTANT ESTIMATIF DES DEPENSES AU TITRE DES SERVICES DE CONFERENCE RESULTANT DU DEPLACEMENT
PROPOSE DE CERTAINES REUNIONS DE NEW YORK A GENEVE

	<u>Service des séances</u> (Dollars)	<u>Documentation de session</u> (Dollars)	<u>Total</u> (Dollars)
Quinzième session de la Commission de la fonction publique internationale	135 800	139 300	275 100
Sixième Réunion d'experts chargée d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies	55 300	45 600	100 900
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	<u>66 700</u>	<u>197 900</u>	<u>264 600</u>
Total	<u><u>257 800</u></u>	<u><u>382 800</u></u>	<u><u>640 600</u></u>
